

«À l'Élysée, un état de tension continu»

Frédéric Salat-Baroux a été le témoin privilégié du fonctionnement du plus politique des palais français en occupant, de 2005 à 2007, le poste de secrétaire général de la présidence de la République à l'Élysée sous le second mandat de Jacques Chirac. Retour sur une fonction peu connue mais essentielle. **PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC PINCAS**

HISTORIA – En quoi consiste le rôle de secrétaire général de la présidence de la République?

Frédéric Salat-Baroux – Il est l'homme de confiance du président. Celui qui dirige le cabinet et veille à l'organisation du travail gouvernemental et administratif qui aboutit au Conseil des ministres. C'est pour cela qu'il y assiste sur une petite table dans la salle avec le secrétaire général du gouvernement. Sa vocation première est de faciliter le travail du chef de l'État: lui permettre de concentrer son temps sur l'essentiel, lui éviter une exposition inutile. Chaque fois que possible, c'est, par exemple, au secrétaire général de l'Élysée que revient la mission d'apporter les mauvaises nouvelles... Il est, en quelque sorte, une vigie et un paratonnerre.

Il faut aussi prendre en compte la dimension interpersonnelle, qui varie selon chaque président et chaque secrétaire général. Certains s'occuperont, plus prioritairement, de questions politiques, d'autres de questions régaliennes ou de problèmes économiques. Pour ma part, sous Jacques Chirac, j'attachais beaucoup d'importance à la prise de parole présidentielle. Les mots du chef de l'État sont essentiels dans son rapport à la nation et particulièrement en temps de crise.

H – Pouvez-vous nous faire partager l'atmosphère qui règne au quotidien dans le palais présidentiel?



HANNAH ASSOULINE/OPALE PHOTO

“Le président et ses équipes doivent, à tout moment, gérer les crises internationales ou nationales”

Être au cœur des institutions impose un engagement, une vigilance et, disons-le, une tenue de tous les instants. Car l'Élysée n'est pas du tout une maison ouatée coupée du quotidien. Tout y remonte en permanence, créant un état de tension continu. Mais tout est organisé pour affronter les situations de crise. Le président et ses équipes doivent être prêts, à tout moment, à les gérer, qu'elles soient internationales ou nationales. C'est la logique des institutions et c'est ce que les Français attendent d'elles.

Vous définissez plusieurs catégories de crises. Quelles sont-elles? Et certaines ont-elles fait trembler l'Élysée?

L'Élysée ne doit jamais trembler. La V^e République est construite de telle manière que le président puisse tenir, quel que soit le choc. L'organisation des pouvoirs publics et les personnalités qui sont choisies répondent à cet impératif. Il y a, effectivement, plusieurs types de situations délicates.

En 2005, Jacques Chirac a dû faire face à un mouvement affectant l'ordre et la sécurité publique: la «crise des banlieues». La priorité essentielle était de rétablir l'ordre et d'éviter des morts. C'était la mission de Dominique de Villepin et de Nicolas Sarkozy, alors respectivement Premier ministre et ministre de l'Intérieur. Dans ces moments, c'est l'État qui est en action et seul compte l'intérêt général, les ambitions personnelles ne sont pas prises en considération. Quand les crises sont profondes, il revient au chef de l'État de trouver les voies de sortie. C'est sa responsabilité... et c'est toujours délicat. La première prise de parole de Jacques Chirac n'a pas suffi à stopper les émeutes. Il a fallu une seconde intervention, choisir le moment, la solennité et les mots justes. Le président a su les trouver: «Vous êtes toutes et tous les filles et les fils de la République.» Des termes qui rassemblaient et apaisaient.



Pilier Pendant deux ans, Frédéric Salat-Baroux (ici le 13 novembre 2006) effectue plusieurs points journaliers avec Jacques Chirac, qui achève un second mandat marqué par la « crise des banlieues » et des problèmes de santé.

Il existe également des crises qui naissent des grandes réformes. Ce fut le cas lors de la mise en place de la loi relative à l'interdiction des signes religieux à l'école. Elle touchait à des questions très sensibles. Le président a donc voulu mettre en place un dialogue préalable, constituer la commission Stasi de manière ouverte pour ne pas orienter les débats. Puis s'est posée pour lui la question de choisir entre un compromis et une solution radicale. Après avoir beaucoup réfléchi, il a choisi l'interdiction. La mise en place du texte a, dès lors, entraîné des tensions, instillant le doute dans une partie de la majorité.

Cheville ouvrière de ce travail, je me suis alors retrouvé en première ligne. Un soir où la pression montait, le président m'a demandé de le rejoindre à son bureau – alors secrétaire général adjoint, j'étais prêt à lui remettre ma démission. Mais il m'a dit savoir quels

étaient les débats et pourquoi il fallait impérativement maintenir la position décidée. Puis il a posé sur son bureau une bouteille de punch de Tahiti – le meilleur du monde selon lui ! Elle était pour moi. Ce geste montrait que, par-delà la conduite des affaires de l'État, Jacques Chirac percevait parfaitement que j'étais pleinement engagé et affecté par la situation. Cette anecdote montre que l'Élysée, malgré la charge, n'est pas un lieu glacé mais bien plus humain qu'on ne l'imagine et, qu'en ce lieu, il n'y a qu'un patron, le président !

Éclatent aussi des crises plus exceptionnelles, qui ne relèvent que du président, comme lors du déclenchement de la guerre en Irak en 2003. On se retrouve ici au cœur de la fonction présidentielle, dans sa dimension de souveraineté. Le droit de veto que Jacques Chirac a exercé à l'ONU relevait de sa décision, de sa conviction, et il n'enten-

dait la partager avec personne. Malgré le scepticisme et les doutes, les faits ont montré combien il avait raison.

Enfin, il existe des situations pareilles aux crues centennales. L'une d'elles est survenue en 2005, au moment de l'AVC du président. Je me suis alors retrouvé projeté en première ligne. Il fallait assurer la continuité du travail, transmettre au chef de l'État, alors au Val-de-Grâce, les éléments de décision – car il n'était pas diminué contrairement à ce qu'on a voulu faire croire. Cela signifiait maintenir le dialogue avec le Premier ministre, prendre des responsabilités organisationnelles, mais aussi gérer l'information publique et cela sans rien cacher de la situation.

La crise est donc largement le quotidien de l'Élysée, mais le souvenir qu'il me reste de ce travail exceptionnel est celui d'un honneur et d'un bonheur incroyables. **■**